



## ELECTIONS INTERNES : ON VOTE !



La FSU organisera le 8ème congrès de son histoire du 1<sup>er</sup> au 5 février 2016 au Mans. Ce congrès national sera préparé dans le Puy-de-Dôme par un congrès départemental les 20 et 21 janvier 2016 au Lycée René Descartes à Cournon d'Auvergne.

Le premier temps fort de la préparation est la consultation des adhérents de tous les syndicats de la fédération. *Cette consultation a lieu du 5 au 26 novembre 2015 et est organisée par chaque syndicat.*

Comme toute organisation syndicale démocratique, cette consultation soumet aux votes des syndiqué(e)s son rapport financier et son rapport d'activité et surtout elle permet aux adhérents de choisir une orientation pour les 3 années à venir.

Ce congrès est un moment important de la vie fédérale, il permet de faire le point sur les mandats que la fédération s'était donnés, de les faire évoluer si besoin, d'en définir des nouveaux face à l'évolution de la situation.

Ce qui se passe dans la fédération a une incidence certaine sur l'action syndicale, c'est là que se décident les luttes dans l'Éducation, la Fonction Publique, l'interprofessionnelle.

A chaque syndiqué de faire entendre sa voix et d'intervenir à son niveau pour peser sur les décisions.

La démocratie syndicale est à ce prix.

**Claude Delétang**

Secrétaire départemental de la FSU Puy-de-Dôme

(le rapport d'activité est visible et téléchargeable sur <http://auvergne.fsu.fr/Congres-national-de-la-FSU-du-1er-au-5-fevrier-2016.html>)

Sites à consulter :  
<http://fsu.fr/>  
<http://auvergne.fsu.fr/>

**U. 63**

**F.S.U.**

N° 76 Octobre 2015

DISPENSE de  
TIMBRAGE  
POSE le 16/10/2015

**P**

**PRESSE**  
DISTRIBUÉE PAR  
**LA POSTE**

**CTC CLERMONT-FD**

### SOMMAIRE

P 1	<b>ELECTIONS INTERNES: ON VOTE!</b>
P 2-3	<b>Expression des courants de pensée : Unité &amp; action et sans tendance, Front Unique</b>
P 4	<b>Expression du Snuipp 63 et du SNES 63</b>

**Du 5 au 26 novembre,  
je participe à la  
consultation organisée  
par mon syndicat !**

**VOTEZ !**

## UNITE & ACTION ET SANS TENDANCE.

Un syndicalisme de transformation sociale, de luttes et de propositions.

**Unité & Action est le courant de pensée qui, s'il est majoritaire dans la FSU depuis sa création, a fait le choix de ne pas diriger seul la fédération.**

En concertation avec les syndicats nationaux, il a toujours développé **un syndicalisme de masse, offensif, indépendant et démocratique** avec l'objectif de rassembler et mobiliser les personnels. **U&A** impulse et contribue à mettre en œuvre les **revendications** et les **mobilisations** avec l'ensemble des personnels, met en débat ses **propositions**, recherche chaque fois que cela est possible l'**unité**, à tous les niveaux, tout en restant ferme sur ses propres revendications.

C'est cette stratégie qui peut permettre d'obtenir des **transformations sociales** que la population attend, en **rupture** avec les politiques menées jusqu'à présent.

Notre syndicalisme est **indépendant** de toute force **politique** ou **économique**. Il est **laïque**. Il vise à obtenir des avancées revendicatives immédiates qui participent de la **construction d'alternatives** sur le long terme pour une autre société, pour un vrai changement démocratique porteur d'autres **valeurs** et d'un autre type de croissance, plus **respectueux** de l'**écologie**, des **solidarités**.

### **Statut, carrière, traitement, action sociale, agents non titulaires... Autant de points sur lesquels notre fédération se bat.**

Dans un contexte économique très dégradé, les agents des trois versants de la Fonction Publique, quelle que soit leur catégorie, sont fortement pénalisés par la politique gouvernementale de suppressions de postes dans de nombreux secteurs et du gel du point d'indice, depuis 5 ans et jusqu'en 2017 si nous laissons faire ce gouvernement. **La FSU revendique la reconstruction des grilles de rémunération en adéquation avec la reconnaissance des métiers et des qualifications et une augmentation du point d'indice au minimum égale à l'inflation.** C'est pourquoi, malgré les insuffisances du PPCR, la FSU, fidèle à sa volonté d'articuler discussions dans les instances et construction d'un rapport de force par la mobilisation des salariés, s'est engagée dans le protocole Parcours Professionnel, Carrières et Rémunérations. **La FSU sera particulièrement attentive et vigilante sur la préparation du rendez-vous salarial de février 2016 comme sur les discussions et la mise en œuvre des autres mesures. Elle continuera à y défendre ses revendications.** Le passage en force du Premier Ministre, avec la validation d'un accord minoritaire crée un dangereux précédent qui remet en cause les règles du dialogue social. **La FSU considérant que ce principe doit rester la règle dans les négociations Fonction Publique demande que toutes les organisations syndicales soient associées à la mise en œuvre des mesures PPCR.**

Fort de son analyse, partagée par les syndicats territoriaux sur les dangers de la réforme territoriale pour les personnels (suppressions d'emplois, mobilité fonctionnelle...), pour les usagers, pour les territoires ruraux, **la FSU s'oppose à cette réorganisation et interviendra pour défendre les personnels.**

Bien que non signataire du protocole Sauvadet sur les personnels non-titulaires, **la FSU, investie depuis toujours sur ce dossier, se bat pour que ce protocole soit plus favorable à la titularisation des agents contractuels et s'oppose à toute forme de recours au contrat, CDD ou CDI, sur les emplois permanents de la Fonction Publique y compris pour le remplacement.**

**U&A dans la FSU**, a toujours veillé à ce que les instances fédérales **débattent dans le respect des tendances et des champs de syndicalisation de chaque syndicat.** C'est pourquoi la FSU ne s'est pas prononcée sur les décrets statutaires dans le 2<sup>nd</sup> degré, ceux-ci étant de la responsabilité des syndicats nationaux SNES, SNEP, SNUEP, de même pour la réforme du collège. La situation est identique dans le premier degré où la réforme des rythmes scolaires est du ressort du SNUIPP.

**Pour Unité et Action**, l'action syndicale doit dépasser la seule défense du statu quo et porter des revendications fortes et novatrices, pour les services publics, l'emploi, les retraites, les salaires, la santé, la protection sociale, l'éducation, la recherche, la culture, les droits sociaux et les libertés.

**Pour Unité et Action**, la FSU doit poursuivre avec détermination son action pour une société plus démocratique, pour davantage d'égalité et de justice sociale.

Pour soutenir notre vision du syndicalisme,

**VOTEZ pour la liste U&A et sans tendance !**

**Les militant(e)s Unité et Action du Puy-de-Dôme, vous les connaissez. Disponibles et déterminé(e)s, ils (elles) animent les syndicats de la FSU pour la défense des personnels dans l'exercice de leurs métiers.**

*Claude Delétang, Patrick Lebrun, Régine Dumas, André Marol, Valérie Dupont, Patrice Diaz, Delphine Bertrand, Joëlle Masson, Isabelle Charles-Beaucourt, Thierry Meyssonier, Florence Bussière, Fabien Claveau, Carine Corriger, Stéphane Simon, Lisa Ducros, Philippe Boulard, Agnès Miramon, Jean-Michel Baccounnaud, Roland Lebeau, Michel Bouchet, Joëlle Carpentier, Jean Degoute...*

## Contribution Front Unique

*PPCR : le rôle de la FSU est- il de servir de roue de secours au gouvernement Hollande -Valls- Macron?*

### **Statut de la Fonction Publique, contre-réformes de l'enseignement public, destruction du statut des enseignants : la FSU doit rompre avec le gouvernement!**

Ce qui vient de se passer sur le protocole PPCR est éclairant :

- L'accord PPCR est une étape pour réaliser le but énoncé par Macron : en finir avec l'"emploi à vie" des fonctionnaires. Pour cela organiser la mobilité à grande échelle : 1100 fonctionnaires territoriaux en Auvergne sont touchés par la mobilité géographique ou fonctionnelle
  - la signature de l'accord PPCR ne récolte au Conseil National que 60% des mandats . Il en faut 70% selon les règles de la FSU pour qu'elle signe.
  - Un deuxième vote est organisé. Il donne lieu à un véritable trafic des mandats ( mandats de syndicats nationaux, pression de la direction de l'EE pour que des délégués qui avaient refusé de voter Oui finissent par le faire). Ainsi la direction UA EE obtient à une voix près les 70% .
  - La FSU se retrouve sur la signature aux côtés des éternels suppôts du gouvernement ( CFDT, UNSA etc.). Mais les confédérations ouvrières ( CGT, FO) sous la pression de la base ne signent pas.
  - L'accord est minoritaire. Valls passe outre et pour cela s'appuie ouvertement sur le vote trafiqué dans la FSU. Critiquant la "posture" CGT et FO il dit : « *Aujourd'hui il y a trop de postures [syndicalistes] Quand vous avez une organisation comme la FSU, qui représente les enseignants et qui vote à plus de 70% l'accord, ma responsabilité c'est de faire en sorte que [...] les fonctionnaires, les enseignants, les agents des collectivités territoriales [...] ne soient pas lésés par cette posture.* »
- Ainsi, pour se livrer au putsch que représente l'imposition du protocole PPCR malgré son caractère minoritaire, Valls s'appuie ouvertement sur le second vote frelaté au Conseil National de la FSU!
- N'est - il pas évident que devant cette situation, la direction de la FSU aurait dû immédiatement retirer sa signature, refuser de servir de marchepied à Valls?

Il faut en finir avec une orientation de soutien à toutes les contre -réformes du gouvernement

Au- delà du baratin, chaque fois que la responsabilité de la fédération est engagée, la position réelle de la direction de la FSU est de lui apporter aide :

- Réforme des rythmes scolaires : alors que des milliers de professeurs d'école se mobilisaient pour le retrait de la réforme, la direction de la FSU se prononce pour une "bonne" réforme, participe au comité de suivi etc.
- Liquidation du statut des enseignants du second degré à travers le nouveau décret de 2014 qui abroge les décrets de 50. Suivant la direction du SNES ,la direction de la FSU prétend que le nouveau décret "sécurise" le statut et le soutient. On en voit aujourd'hui les effets en particulier en collège : réunions à l'infini pour mettre en oeuvre la réforme, tout pouvoir donné aux chefs d'établissements, aux conseils pédagogiques.

Réforme du Collège : pour un combat conséquent pour l'abrogation du décret instaurant la contre- réforme

La direction de la FSU se prononce formellement pour le retrait de la contre- réforme. Cette prise de position est à mettre au crédit des enseignants. Leur indignation a été telle que les directions syndicales qui négociaient la dite réforme depuis des mois ont dû quitter la table de la concertation et appeler à la grève le 19 Mai. Mais aujourd'hui combattre réellement pour l'abrogation de la réforme, c'est appeler au boycott de la formation à la réforme imposée aux enseignants- comme l'ont fait certaines instances académiques du SNES - , refuser de participer aux différentes instances de mise en oeuvre .

**Il faut une tout autre orientation pour la FSU : rompre le "dialogue social" avec le gouvernement, défendre les statuts et l'enseignement public. Dans ce but, votez Front Unique.**

*Rien n'illustre mieux la barbarie du régime capitaliste que le sort réservé aux émigrés qui fuient les guerres que ce régime provoque ( Syrie, Afghanistan, Afrique). Le gouvernement apporte sa contribution à cette barbarie : barbelés à Calais, CRS à Vintimille . Régularisation de tous les sans papiers! Arrêt immédiat des interventions militaires françaises en Afrique, en Syrie, en Irak!*



## **Non l'école n'est pas la Priorité du gouvernement !**

En cette rentrée, nous avons eu d'abord des discours désopilants des journalistes sur « L'école, le grand échec de la république », l'attention des médias focalisée sur « la morale à l'école » comme si cette éducation aux valeurs de respect de l'autre, de tolérance, de sociabilité n'avait jamais existé. Tous ces discours avaient de quoi déstabiliser le plus motivé d'entre nous. Quelques jours plus tard, Madame la Ministre, sème le trouble avec sa dictée quotidienne, remède à l'orthographe, panacée pédagogique, susceptible de rassurer tous les rétrogrades qui n'ont de cesse de dénigrer l'école et ses enseignants. Quel gâchis, au moment-même où de nouveaux programmes, plutôt bien accueillis par la profession car ils laissent de la place à la liberté pédagogique vont être mis en œuvre. Le rendez-vous de la confiance retrouvé est manqué !

Plutôt que d'injonctions passéistes, c'est de formation continue et initiale conséquente dont nous avons besoin ainsi que de classes aux effectifs allégés pour pouvoir agir efficacement auprès de chaque élève et mettre en valeur tous ses talents.

C'est en ce sens, par exemple que, dans le Puy De Dôme, nous avons rencontré les élus, sénateurs et députés, afin qu'ils fassent remonter dans les différentes assemblées, les difficultés du département mais aussi de l'ensemble de notre système éducatif. C'est pour les mêmes raisons que sous l'impulsion des représentants SNUipp-FSU un vœu unanime du CDEN a été adressé au Ministère de l'Éducation Nationale, au regard des effectifs très élevés de nombreuses écoles du Puy de Dôme pour qu'il accorde une dotation exceptionnelle de postes dès cette rentrée 2015 pour faire face aux urgences.

Dans un contexte de politiques d'austérité, où les tentatives se multiplient qui portent atteinte au code du travail, où les services publics sont malmenés partout en Europe, nous faisons confiance au SNUipp et à la FSU que nous construisons ensemble pour être exigeants et porter haut et fort de nouvelles revendications. C'est tous ensemble que nous serons « créateurs de droits ».

**Joëlle Masson**



## **Réforme du collège : plus que jamais déterminé-e-s !**

**Après la réussite de la manifestation du 10 octobre et devant le silence obstiné de la Ministre, continuons à refuser cette réforme et à demander son retrait !**

Plus de 15 000 personnes ont défilé dans les rues de Paris samedi 10 octobre. Il s'agit de la plus importante manifestation du second degré depuis dix ans. Les manifestants, enseignants, CPE, parents d'élèves, ont exprimé ensemble leur refus de se voir imposer une réforme du collège technocratique, inutilement complexe, inefficace pour résoudre les problèmes actuels du collège. Preuve en est que l'opposition à la réforme ne faiblit pas et qu'elle a gagné l'adhésion de l'opinion publique. Les différents sondages et la présence de parents d'élèves dans le cortège en attestent.

Les enseignants sont attachés à leur métier, soucieux de réformes qui aident véritablement tous les élèves à entrer dans les apprentissages. Cette professionnalité explique la révolte devant une réforme qui ignore les réalités, prend prétexte d'objectifs partagés, comme la réduction des inégalités, pour imposer des dispositifs guidés par des préoccupations gestionnaires et non pédagogiques. Nombre de collègues et de parents nous font part chaque jour de leur adhésion aux analyses du SNES-FSU et de leur dépit de voir manquée l'occasion de travailler à une réforme du collège progressiste.

**Refuser le formatage pour refuser la réforme et l'enrayer !**

La réforme proposée par la ministre méprise les élèves, comme les enseignants, il faut donc au plus vite l'abroger afin de reprendre les discussions. C'est pourquoi le SNES-FSU appelle les collègues à refuser collectivement de s'impliquer dans les formations proposées pendant les congés d'automne ou après, à s'opposer à toute anticipation de la réforme, à développer toutes les initiatives locales propres à bloquer sa mise en place.

Avec l'Intersyndicale, le SNES-FSU appelle à poursuivre les initiatives en direction des parents d'élèves et des élus. En l'absence de signe rapide de la part du gouvernement, l'intersyndicale est déterminée à poursuivre ; elle se réunira le 3 novembre pour décider, en lien avec la profession, des prochaines modalités d'action.

**Patrick Lebrun, Fabien Claveau,  
Thierry Meyssonier**